

Présentation des intervenants

• BRAATHEN Nils Axel

Économiste depuis 1996 à l'OCDE

Administrateur principal dans la Division de l'intégration de l'environnement et de l'économie, travaillant par exemple sur des taxes liées à l'environnement, des combinaisons d'instruments, transport et environnement, et sur la valeur statistique de la vie.

Nils-Axel Braathen a été directeur général délégué dans le ministère des finances et dans le ministère de l'industrie en Norvège.

• BECKER Jean-Jacques

Ingénieur en chef du GREF, Docteur en économie de la production

Expérience professionnelle

Depuis 2008 : sous-directeur «mobilité et aménagement durable» au Commissariat général du développement durable (MEEDDM)

2006-2008 : sous-directeur des études économiques au Service de l'économie, de la statistique et de la prospective (Ministère de l'équipement)

2003-2006 : chef du bureau « économie des réseaux » de la Direction générale du trésor et de la politique économique (Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie);

2000-2002 : chef du bureau « agriculture environnement » de la Direction de la prévision (Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie);

1993 – 2000 membre de la Mission interministérielle de l'effet de serre (élaboration des plans nationaux de lutte contre le changement climatique et participation à la négociation internationale sur le climat) ;

1989 – 1992 : Chargé de mission au Commissariat Général du Plan (économie agricole internationale, Commission agricole du XIème Plan);

1983 – 1988 : Chercheur (Ingénieur économiste) au CEMAGREF : travaux sur la valorisation énergétique de la biomasse.

Depuis 2002 : associé aux travaux du Comité Exécutif du MDP (Mécanisme de développement propre) du Protocole de Kyoto sur le changement climatique, d'abord en tant que membre de ce Comité et président du Panel d'experts mis en place par ce Comité pour le conseiller sur les aspects méthodologiques, puis en tant que membre de ce Panel méthodologique.

Formation

Ecole polytechnique

Ecole nationale du génie rural des eaux et des forêts

Doctorat de sciences économiques de l'Université Paris Dauphine

• BOMPARD Jean-Pierre

Economiste

Délégué à l'énergie, l'environnement et au développement durable à la Confédération CFDT

Membre du CEDD.

Membre des commissions De Boissieu (facteur 4), Landau (outils économiques du développement durable), Syrota (Energie à l'horizon 2050)...

Membre des grenelles de l'environnement et de la mer.

• BRIMONT Stéphane

Membre du Comité Exécutif

Directeur Adjoint à la Direction Financière

Groupe GDF Suez

Président du groupe de travail « Fiscalité de l'environnement et de l'énergie » du MEDEF

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées.

Parcours professionnel :

2007 : Directeur Financier de Gaz de France.

2004 : Directeur de la Stratégie et Conseiller du Président à Gaz de France.

2002 : rejoint le cabinet du Premier ministre où il est conseiller pour les affaires budgétaires.

1997 : entre à la direction du Budget du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, où il occupe différents postes, notamment en charge des questions de Recherche, Poste et Télécoms puis de Transports. Première expérience au Crédit Lyonnais à New York, il rejoint la direction départementale de l'Équipement du Vaucluse en tant que responsable du service Urbanisme et Construction.

• BUREAU Dominique

Agé de 53 ans, Dominique Bureau est ingénieur général des Ponts et Chaussées et Délégué Général du Conseil Economique pour le Développement Durable. Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École nationale des Ponts et Chaussées, il est aussi professeur chargé de cours à l'École Polytechnique, et président du Comité de pilotage de sa chaire Développement durable.

Antérieurement, il avait eu en charge la Direction des Affaires Economiques et Internationales du ministère de l'Équipement après avoir créé la Direction des Etudes Economiques et de l'Évaluation Environnementale à celui de l'Environnement, et participé à celle du Conseil d'analyse économique. Il avait par ailleurs effectué son début de carrière au Minéfi, aux directions de la Prévision et du Budget.

Auteur d'articles scientifiques en économie publique appliquée, il a participé en qualité de rapporteur ou co-rapporteur à de nombreux rapports notamment dans le domaine de l'environnement.

• CARLIER François

Directeur des études à l'UFC-Que choisir

• CHANU Pierre-Yves

Conseiller confédéral, secteur économique, à la CGT

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et du Centre d'études supérieures de Banque
Fonctions actuelles

Conseiller confédéral de la CGT, activités économiques ; plus particulièrement chargé des dossiers suivants :

- Retraites (aspects économiques et financiers) ; financement de la protection sociale.
- Système bancaire et financier ; fiscalité et finances publiques ; problèmes comptables ;
- responsabilité sociale de l'entreprise et investissement socialement responsable ;
- Responsable du dossier épargne salariale à la CGT

Parcours professionnel

1984-1992 : cadre à la Caisse des dépôts et consignations (direction financière)

1992-1998 : secrétaire général du syndicat CGT de Paris de la Caisse des dépôts et consignations

depuis 1998 : conseiller confédéral de la CGT (et secrétaire de la fédération CGT des Finances de 2000 à 2003)

Principaux mandats de représentation

- Vice-président du Conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS)
- Membre fondateur du Comité intersyndical de l'épargne salariale (CIES)
- Membre du bureau de l'observatoire de la responsabilité sociale des entreprises
- Membre du Conseil d'orientation des retraites (COR)
- Membre du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie
- Membre suppléant du Conseil de surveillance du fonds de réserve des retraites

• CHIROLEU-ASSOULINE Mireille

Centralienne, est professeur d'économie de l'environnement à l'Ecole d'économie de Paris et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Publications (sélection)

• O. Beaumais et M. Chiroleu-Assouline, *Économie de l'environnement*, collection Amphi éditions Bréal, janvier 2002.

M. Chiroleu-Assouline, « Le double dividende – Les approches théoriques », */Revue Française d'Economie/*, vol. XVI, n° 2, octobre 2001, pp. 119-147.

M. Chiroleu-Assouline, « Efficacité comparée des instruments de régulation environnementale », */Notes de synthèse du SESP, N°167/*, Octobre - Novembre - Décembre 2007, *La maîtrise des émissions de CO2 dans les transports, Tome 2 : Instruments économiques de lutte contre l'effet de serre*, MEDAD, pp. 5-17.

• COEURÉ Benoît

Directeur à la DGTPÉ. Il était précédemment chef du service des affaires multilatérales et du développement à la DGTPÉ. Il a également occupé le poste de directeur de l'Agence France Trésor jusqu'en décembre 2007. Il est membre du Cercle des économistes

• DE PERTHUIS Christian

Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, est économiste. Il consacre ses recherches à l'économie du changement climatique et conseille la Caisse des Dépôts depuis 2001. A la demande de l'Etat français, il a piloté le rapport d'évaluation et de faisabilité du système des Projets Domestiques CO2, que les pouvoirs publics ont décidé de mettre en œuvre en 2007. Il est reconnu comme un des meilleurs experts du marché européen des quotas de CO2 et de la finance carbone. Titulaire d'un doctorat d'Etat, Christian de Perthuis a commencé sa carrière dans le secteur agricole avant d'occuper des fonctions de direction dans deux instituts de recherche et prévision : Rexecode comme directeur adjoint puis le Bipe qu'il a dirigé. Auteur de nombreux articles et ouvrages, il a récemment publié « La Finance Autrement » aux éditions Dalloz, le précis « Développement Durable » chez Nathan et le livre « Et pour quelques degrés de plus... » aux éditions Pearson.

• DE WARREN Nicolas

Nicolas de Warren est depuis fin 2005 directeur des affaires institutionnelles du groupe ARKEMA, leader français de la chimie. A ce titre il intervient très régulièrement, tant au niveau national que communautaire, sur toutes les questions relatives à l'énergie, au climat, et plus largement à l'industrie et au développement durable. Présent dans le groupe Atochem, puis Atofina depuis 1991, il a d'abord été pendant quatre ans responsable fusions & acquisitions à la direction internationale, avant d'occuper pendant onze ans des fonctions de direction de business units dans la chimie des acryliques puis celle des oxygénés.

De 1984 à 1998, il a occupé différents postes sectoriels au Ministère de l'industrie (équipements industriels, automobile), avant d'être conseiller technique au Cabinet de Roger Fauroux, Ministre de l'industrie (1988-1991).

Nicolas de Warren est licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1984).

• EPAULARD Anne

Sous-directrice

Mission d'analyse macroéconomique des politiques économiques DGTPE

Anne Epaulard est docteur en économie de l'université de Paris I. Elle a été professeur d'économie à l'université de Rouen (1993 à 1997), à l'Ensaë (1997 à 2000) et à Dauphine (2004 à 2005). Elle a été économiste à la direction de la prévision (1992 à 1993), au fonds monétaire international (2000 à 2004). Elle est à la DGTPE depuis 2005, actuellement sous directrice, en charge de la mission d'analyse macroéconomique des politiques économiques.

• GLACHANT Matthieu

Directeur du Cerna et professeur à Mines ParisTech. Il est économiste de l'environnement et économiste des transports. Il travaille notamment sur les politiques déchets, les politiques de lutte contre l'effet de serre, la tarification routière et sur l'économie de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise.

• GODARD Olivier

Directeur de recherche au CNRS, professeur chargé de cours à l'École polytechnique (Département Humanités et sciences sociales) et chargé de cours à Sciences-Po, Paris.

Diplômes

ESSEC (1972), École Pratique des Hautes Études, VI^e section (1972), Doctorat de 3^e cycle en Économie du développement de l'Université de Paris 1 (1977), Doctorat d'État es sciences économiques, Université de Paris 1 (1993).

Activité

Débuts comme chercheur professionnel en 1973 au sein du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED) à l'École des hautes études en sciences sociales. Entré au CNRS en 1979. L'essentiel des travaux concerne le champ de l'environnement et du développement durable abordé à partir des sciences économiques et sociales. La décennie 1990 a été largement consacrée à l'étude des instruments économiques des politiques environnementales, taxes et permis négociables, au côté de travaux sur le principe de précaution, la décision en univers controversé et la théorie de l'environnement et du développement durable, abordés à la fois à partir de la théorie de systèmes et de la théorie de la justification. Au laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique rejoint en 1998, les recherches se sont approfondies sur le principe de précaution, ont mis l'accent sur les systèmes de permis négociables pour contrôler la pollution atmosphérique (pollution acide, effet de serre), se sont penchées sur l'organisation de l'expertise scientifique sur des thèmes socialement controversés (changement climatique, crise de l'ESB, OGM), et ont amorcé une approche générale de la contestabilité économique et sociale.

Olivier Godard est notamment président du Conseil scientifique du Programme inter-organismes « Agriculture et développement durable » soutenu par l'Agence nationale de la recherche (2004) et membre de la Commission Économique de la Nation auprès du Ministre de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi (2007). Sélection de publications touchant à la fiscalité écologique, aux permis négociables et au changement climatique (1990 à 2009)

• GOLLIER Christian

Chercheur à l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI), Directeur du Laboratoire d'Économie des Ressources Naturelles et Professeur à l'université de Toulouse I

• GRANDJEAN Alain

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'ENSAE, titulaire d'un doctorat de troisième cycle en économie de l'environnement. Il a été chercheur au laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique, ingénieur conseil chez Orga conseil et directeur général de SOULÉ. co-fondateur et associé de Carbone4, un cabinet d'audit et de conseil en « stratégie carbone ».

Membre de la commission du CAS sur la valeur carbone.

Membre du Conseil Economique pour le développement durable (CEDD) auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable et de la Mer.

Membre du Comité stratégique de la Fondation Nicolas Hulot. Il a été membre de la commission fiscalité écologique présidé par Jean-Pierre Landau en 2007 et expert climat-énergie au Grenelle de l'environnement. auteur de C'est maintenant (avec Jean Marc Jancovici), Seuil 2009, de La monnaie dévoilée, L'harman, 1997 (avec Gabriel Galand), de Le plein s'il vous plaît, Le Seuil, 2006 (avec Jean-Marc Jancovici) et Environnement et Entreprises, Village Mondial, 2006 (avec Dominique Bourg et Thierry Libaert).

• HOURCADE Jean-Charles

Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et directeur du CIRED (Centre international de recherches sur l'environnement et le développement), laboratoire sous tutelle le CNRS/ENPC/ENGREF/CIRAD.

Depuis 1990, Il a joué un rôle clé dans la coordination de la recherche française en Science sociale, en termes de support à la formation de la conscience et des capacités de négociation des fonctionnaires et des agences gouvernementales leaders dans le contexte du changement climatique.

En tant que principal auteur des chapitres du deuxième (1996) et troisième rapport d'évaluation du GIEC et aussi en prenant part à divers réseaux européens au sein de l'UE et à l'EMF (Stanford), il est engagé dans la coopération internationale. Comme auteur principal du quatrième rapport d'évaluation du GIEC, il a reçu le Prix Nobel en 2007. Il est également expert pour la rédaction des rapports de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie.

• LAMOTTE Henri

Chef du service des politiques publiques à la direction générale du trésor et de la politique économique, au ministère de l'économie. Professeur d'économie à Sciences-Po. et vice-président de l'ICREI (International Center for Research on Environmental Issues), c'est un spécialiste de la question des droits de propriété dans le domaine environnemental.

• LAVERGNE Richard

Né en juin 1954

Ingénieur général des mines, ancien élève de l'École Polytechnique (1975) et de Télécom Paris (1978).

Fonctions actuelles (depuis juillet 2008) : Chargé de mission « énergie - climat » auprès de la Commissaire générale au développement durable (CGDD) et Conseiller du Directeur général de l'énergie et du climat, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM).

Autres fonctions : président pour l'UE du Groupe thématique UE-Russie sur les stratégies énergétiques (depuis 2007), vice-président du Comité Standing Long Term de l'Agence Internationale de l'Énergie (depuis 2006), membre du Comité directeur de l'Association des économistes de l'énergie (AEE) (depuis 2000).

Fonctions antérieures : Secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie et des matières premières au Ministère chargé de l'énergie (1996-2008), rapporteur du Groupe « de Boissieu Facteur 4 » (2005-2006), Directeur du Réseau National d'Essais (1990-1995), Auditeur qualité en entreprises (1985-1990), Chef de l'Observatoire des technologies stratégiques au sein du Ministère chargé de l'industrie (1987-1990), Chargé de mission à la DG Industrie de la Commission européenne (1986-1987), divers postes en administration centrale et en Région au sein du Ministère chargé de l'industrie (1980-1986).

• LEMOINE Mathilde

Economiste, Directeur des Etudes économiques et de la Stratégie marchés d'HSBC France, Membre du Conseil d'Analyse économique et de la Commission économique de la nation.

Mathilde Lemoine, docteur es sciences économiques, est actuellement Directeur des Etudes économiques et de la Stratégie marchés d'HSBC France. Professeur en macro-économie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris depuis 1997 et à l'école de journalisme de Sciences-Po, elle intervient fréquemment dans les médias et écrit régulièrement des tribunes ou des éditoriaux pour la presse écrite et pour des revues spécialisées. Mathilde Lemoine est également membre de la Commission économique de la nation (CEN) et du Conseil d'analyse économique (CAE), de la Société d'économie politique (SEP) et de la Ligue européenne de coopération économique (LECE) ainsi que d'un panel d'économistes régulièrement consultés par la Banque de France.

Derniers articles parus :

Sombres perspectives in Sociétal, 1er trimestre 2009

Le marché des titres américains porté par l'activisme des autorités monétaires et gouvernementales, in l'année des professions financières, volume 4, 2009

Dernier ouvrage paru :

« Les grandes questions d'économie et de finance internationales » aux éditions de Boeck, octobre 2007.

Avant de rejoindre HSBC, Mathilde Lemoine était Conseiller, chargé de la macro-économie et de la fiscalité, auprès du Premier ministre Dominique de Villepin de 2005 à fin 2006. Elle avait été auparavant nommée en 2002 Conseiller technique chargé des questions macro-économiques et de la mondialisation auprès du Ministre délégué au commerce extérieur, François Loos puis, en décembre 2004, Conseiller technique chargé du commerce extérieur et de la mondialisation auprès des Ministres de l'économie, des finances et de l'industrie, Hervé Gaymard puis Thierry Breton. De 2000 à 2002, Mathilde Lemoine était Economiste et Secrétaire Général de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE), présidé par le Professeur Jean-Paul Fitoussi.

Docteur es sciences économiques de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômée de l'Université Paris Dauphine, Mathilde Lemoine a débuté sa carrière en 1996 en tant qu'Enseignant-Chercheur en qualité d'Allocataire de recherche (ATER). Elle a été Enseignant-Chercheur à la Chaire d'économie et de gestion de la santé de la Fondation nationale des Sciences Politiques de Paris où elle a particulièrement travaillé sur les déterminants de la croissance des dépenses publiques et sur les différences structurelles des grandes économies internationales. Elle a également évalué les conséquences sectorielles de certaines politiques publiques. Ces travaux ont donné lieu à des publications.

• LEPETIT Marie-Christine

Directrice de la législation fiscale au ministère de l'économie de l'industrie et de l'emploi.

Ancienne élève de l'Ecole polytechnique et de l'ENA, Marie-Christine Lepetit est inspectrice générale des finances. Après une première affectation au ministère du budget de 1991 à 1995, elle devient conseillère technique chargée de la fiscalité et des études macroéconomiques, puis de la fiscalité et des PME au cabinet du Premier ministre, de 1995 à 1997. De retour à la direction générale des impôts du ministère du budget, elle est nommée sous-directrice puis chef du service « applications fiscales », avant d'être nommée, le 17 janvier 2004, directrice de la législation fiscale.

• MARCUS Vincent

Né le 3 janvier 1976

Ancien élève de l'École Normale Supérieure (Ulm), diplômé de l'ENSAE, titulaire d'un DEA Analyse et Politique Économique.

Économiste, chargé d'études sur l'environnement et le développement durable au Département des Études Économiques de l'INSEE depuis 2007.

Publications

Les indicateurs de développement durable (avec co-auteurs), L'Économie Française édition 2008, Insee.

Élasticités-prix des consommations énergétiques des ménages (avec M. Clerc), contribution au rapport du CAE intitulé Les effets des prix de l'énergie sur l'économie française (2009, à paraître).

• MARESCA Bruno

Sociologue, il dirige le département « Evaluation des Politiques publiques » du CREDOC depuis 1993. Il a publié plusieurs ouvrages et rapports de recherche sur les questions d'environnement, parmi lesquels La valeur économique et sociale des espaces naturels protégés (2008), Valoriser l'action publique par le « consentement à payer », un outil au service de la LOLF (2006), Protection de la nature en Bretagne (1953-2003) (2004), L'environnement, question sociale (2001).

Activité professionnelle

Depuis 1993 : Directeur du Département « Evaluation des Politiques publiques » - CREDOC - Diplômes

DEA option « Sociologie » Ecole des hautes études en sciences sociales - Paris (1979)

DEA option « Anthropologie » Ecole normale supérieure de Paris (1987)

Publications

- Les retombées économiques et les aménités des espaces naturels protégés, Collection des Rapports, CREDOC - N° R255 / 2008
- Analyse institutionnelle et économique du programme Natura 2000, Collection des Rapports, CREDOC - N° R254 / 2008
- La valeur économique et sociale des espaces naturels protégés, Cahier de Recherche, CREDOC - N° C247 / 2008
- Valoriser l'action publique. Le « consentement à payer », un outil au service de la LOLF, Cahier de Recherche, CREDOC - N° C224 / 2006
- Les Musées, La Documentation française, octobre 2005
- Les NTIC au service de la consommation culturelle, Editions de l'Aube, 2006
- Protection de la nature en Bretagne. La SEPNB (1953-2003), éd. Presses universitaires de Rennes, 2004
- Regards croisés sur les pratiques culturelles, éd. La Documentation française, 2003
- Racines écologistes : portrait d'un fondateur, éd. Textuel, 2002
- L'environnement, question sociale, éd. Odile Jacob, 2001
- L'environnement ce qu'en disent les Français, éd. La Documentation française, 1999

• MAUREL Françoise

Inspectrice Générale de l'INSEE, Chef du Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable au Ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. Elle a occupé auparavant plusieurs postes d'économistes (INSEE, Direction de la prévision) et travaillé dans l'enseignement et la recherche.

• MIÈGE Robin

Robin Miège dirige l'unité «développement durable et analyses économiques» de la direction générale Environnement de la Commission européenne. Ses responsabilités couvrent le pilier environnemental de la stratégie de développement durable de l'UE, l'intégration de l'environnement dans les autres politiques et les questions et instruments économiques pour la protection de l'environnement. Il est membre suppléant du Comité pour les Etudes d'Impact mis en place par le Président Barroso pour assurer le contrôle qualité des études d'impact intégrées qui accompagnent les propositions de la Commission. Il préside le Groupe du travail sur les politiques d'environnement nationales (GTPEN) et co-préside le groupe d'experts sur la fiscalité et l'environnement de l'OCDE.

Auparavant, Robin Miège a été successivement en charge de la politique européenne d'Innovation et de transfert de technologie (DG Entreprise) puis responsable du transfert de technologie et de coopération stratégique au Centre commun de recherche de la Commission européenne. Auteur du Livre vert sur l'innovation et du premier plan d'action européen en matière d'innovation, il a participé à l'élaboration du plan d'action européen sur le capital risque et au développement de nombreuses mesures communautaires relatives à la propriété intellectuelle, au soutien aux PME, aux stratégies régionales d'innovation, aux parcs scientifiques et à la création d'entreprises.

Diplômé en économie et sciences politiques, Robin Miège a exercé dans l'enseignement supérieur en Grande Bretagne et eu des postes de responsabilité dans des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises avant de rejoindre la Commission.

• MOISAN François

Directeur exécutif de la stratégie et de la recherche, directeur scientifique de l'ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie depuis 2004

Il est Président du comité efficacité énergétique du Conseil Mondial de l'Énergie depuis 1998 et a été Président de l'European Council for an Energy Efficient Economy, association européenne d'efficacité énergétique de 2001 à 2005 et du groupe « efficacité énergétique » de l'Agence Internationale de l'Énergie de 2002 à 2005.

- Il a présidé l'un des groupes de prospective du Commissariat Général du Plan «perspectives énergétiques pour la France aux horizons 2010 et 2020» (1996-1998).
- Il a été co-rapporteur de l'instance d'évaluation de la politique de maîtrise de l'énergie mise en place auprès du Commissariat Général du Plan (1995).
- Il a été Directeur de la Stratégie et de la Communication de l'ADEME (1998-2004) et Directeur de la prospective, programmation, évaluation de l'ADEME (1992-1998)
- Il est Ingénieur SUPELEC (1972) et Docteur en Sciences Économiques de l'Université de Grenoble (1983)

• QUINET Alain

Inspecteur général des finances, est diplômé de l'IEP de Paris et ancien élève de l'ENA (promotion Michel de Montaigne). Il a commencé sa carrière en 1988 comme économiste à la direction de la prévision du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, puis à l'OCDE (1992-1994). Chef du bureau des projections économiques à la direction de la prévision (1995-1997), il a été nommé chef du service des études macroéconomiques pour la France à la Banque de France. En 1999, il devient sous-directeur des synthèses macroéconomiques et financières à la direction de la prévision, et est nommé, en 2002, conseiller pour la macroéconomie puis conseiller économique et financier au cabinet du Premier ministre. En 2005, il est nommé directeur adjoint pour les affaires économiques du cabinet du Premier ministre. Il est inspecteur général des finances depuis avril 2007. Il est, depuis juin 2008, Directeur des finances, de la stratégie et du développement durable du Groupe Caisse des Dépôts. Alain Quinet est l'auteur de plusieurs articles d'économie. Il a été l'un des rapporteurs du Grenelle de l'Environnement et a présidé la commission sur la valeur tutélaire du carbone dont le rapport vient d'être publié par le centre d'analyse stratégique. Il est également membre du conseil économique du développement durable.

• QUIRION Philippe

Chargé de recherches au CNRS, chercheur au CIRED, membre du bureau exécutif du Réseau Action Climat France, membre du Conseil économique pour le développement durable. Principaux thèmes de recherche : choix entre taxe et quotas échangeables, impact des politiques climatiques sur la compétitivité industrielle, analyse des politiques d'économie d'énergie.

• SCHILANSKY Jean-Louis

Ingénieur civil des mines, Jean-Louis Schilansky a démarré sa carrière en rejoignant en 1970 le groupe Mobil devenu ExxonMobil en 1999. Après plusieurs postes en France, il est nommé directeur général de Mobil Chypre en 1982 avant de rejoindre Mobil Corp. à New York en 1984 pour y occuper le poste d'analyste planning. Devenu directeur plan et approvisionnements de Mobil UK en 1985, il est nommé directeur du raffinage puis du marketing de Mobil France en 1988. Deux ans plus tard, il prend de nouvelles responsabilités à Londres puis à Bruxelles avant de devenir Président de Mobil Europe de 1998 à 2000 puis Directeur général Europe d'ExxonMobil à Bruxelles où il restera jusqu'en 2001.

Nommé Délégué général de l'Union françaises des industries pétrolières en 2001, Jean-Louis Schilansky en devient le Président en 2008. En 2007 il devient Président du comité énergie du Medef dont il est aujourd'hui membre du conseil exécutif et Vice - Président Trésorier.

Membre du Conseil économique et social, Jean-Louis Schilansky, né le 12 mai 1942 à Paris, est Chevalier de la Légion d'honneur.

• TALY Michel

Avocat inscrit au Barreau de Paris

Carrière :

Depuis 2006 : Arsene Taxand: Avocat Associé

2002-2006 : Landwell & Associés: Avocat Associé

2001-2002 : Ricol, Lasteyrie et associés : Associé

2000 : RSM Salustro-Reydel : Directeur Général

1997-1999 : Crédit Lyonnais : Directeur de la Fiscalité du Groupe

1995-1997 : Deloitte & Touche Juridique et Fiscal , Paris: associé

1989-1995 : Ministère des Finances : Directeur du Service de la Législation Fiscale

1988-1989 : Cabinet du Premier Ministre : Chargé de Mission (fiscalité)

Etudes :

Ecole Nationale d'Administration (1974)

Institut d'Etudes Politiques (Paris : 1970)

Maitrise d'économie (Paris Assas : 1972)

Autres activités :

Membre du Bureau du Comité Fiscal du MEDEF

Co-Président (avec Gérard Mestrallet) de la Commission de modernisation de la Fiscalité de l'Institut de l'Entreprise .

IFA : Vice-Président du Conseil d'Administration de la Branche Française.

• TUTENUIT Claire

Déléguée générale de l'Association française des entreprises pour l'environnement (EPE) et de l'Association des entreprises pour la réduction de l'effet de serre (AERES). 49 ans, normalienne, agrégée de mathématiques et ingénieur des Mines, Claire Tutenuit a exercé à la Direction des hydrocarbures au ministère de l'Industrie puis au sein des groupes Générale des Eaux et Lagardère. Elle mène depuis 2001 une activité de conseil indépendant en stratégie et développement industriel.